

Entretien



OBSERVATOIRE
DU RISQUE
POLITIQUE
ET SOCIAL EN ASIE




Institut
EGA

La géopolitique du Viêt Nam en question(s)

Avec Benoît de Tréglodé, directeur du domaine Asie-Afrique-Moyen-Orient à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

Propos recueillis par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega).



Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines. Organisme d'intérêt général, l'Iega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'Iega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

L'observatoire du risque politique et social en Asie, créé par l'Iega, apporte un éclairage renouvelé sur la géopolitique de l'Asie. En adoptant le prisme du risque, pluridisciplinaire et polysémique par essence, l'observatoire revendique une approche transversale et une dimension prospectiviste. À travers cet observatoire, l'Iega intègre des acteurs stratégiques à son cadre réflexif (entreprises, groupes sociaux, organisations non gouvernementales) et apporte des éléments de réponse pouvant être exploités avec davantage de facilité. L'observatoire constitue un lieu d'études privilégié pour étudier l'interaction des dynamiques internes aux États (problématiques sociales, impact des évolutions économiques et sociétales sur le domaine politique, dynamiques géographiques et spatiales) avec leur environnement régional (tensions frontalières, multilatéralisme, partenariats stratégiques, accords diplomatiques, prise en compte des conséquences du dérèglement climatique).

L'observatoire est dirigé par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Iega.

Dans son dernier ouvrage *Le Viêt Nam en 100 questions : au carrefour d'une nouvelle Asie* (éditions Tallandier, 2026), Benoît de Tréglodé revient sur les contours contemporains du Viêt Nam, ce géant dynamique du Sud-Est asiatique aux 105 millions d'administrés. Dans cet entretien accordé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée, il évoque ses tenants et aboutissants géopolitiques.

Benoît de Tréglodé est directeur du domaine Afrique-Asie-Moyen-Orient à l'Institut de recherche stratégie de l'École militaire (IRSEM). Docteur en histoire et civilisation de l'Asie (EHESS, Paris), titulaire d'une habilitation à diriger des recherches (HDR à l'INALCO en 2015), il est également chercheur au Centre Asie du Sud-Est (CASE) de l'EHESS-CNRS. Il a dirigé l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) à Bangkok de 2008 à 2012.

Il a notamment publié les ouvrages *Vietnamiens* (Ateliers Henry Dougier, 2021), *Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours* (Editions de la Sorbonne, 2018), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité* (co-dir avec N. Fau, CNRS Editions, 2018), *Heroes and Revolution in Vietnam* (National University of Singapore Press, 2012).

Quelles relations le Viêt Nam entretient-il avec le Sud Global ?

À une époque marquée par la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis, les puissances moyennes sur la scène internationale - du Mexique à l'Inde, en passant par l'Afrique du Sud et le Viêt Nam - cherchent à tirer parti de cette fracture économique et sécuritaire. Le Viêt Nam se distingue par sa capacité à se repositionner habilement auprès de ses partenaires étrangers, ce qui lui vaut l'admiration de nombreux pays du « Sud global ». Hanoï s'appuie sur cette popularité pour renforcer son image au-delà de ses frontières. Au-delà de la prudence des déclarations officielles, les dirigeants vietnamiens montrent une défiance croissante envers le grand récit occidental centré sur la diplomatie des valeurs, la démocratie libérale, le respect des droits de l'homme et la liberté d'expression. Ce positionnement s'accompagne d'une montée des revendications identitaires au sein de la société civile, qui critique de plus en plus ouvertement les « valeurs occidentales », perçues comme déconnectées des réalités et des conceptions propres à l'Asie du Sud-Est.

Qu'est-ce que la « diplomatie du bambou » ?

En favorisant une politique de contrepoids entre les grandes puissances, le Viêt Nam n'entend ni s'aligner ni s'enfermer complètement dans des rivalités internationales. Sa « diplomatie du bambou », qualifiée de « politique de hedging » (couverture), se présente comme une tentative de rééquilibrage face à la Chine. La logique est ancienne pour le Viêt Nam : on la retrouve déjà pendant la guerre froide. Le pays n'a pas d'autre choix que celui de contrer les effets de la superpuissance de l'époque. Avec l'affirmation de la Chine, le Viêt Nam aspire à repenser les contours de sa souveraineté stratégique. La diplomatie du bambou se veut une réponse adaptée à l'évolution des rapports de force en Asie. L'enjeu pour les Vietnamiens est de préserver une situation d'équilibre entre les deux grandes puissances sans céder aux sirènes d'un universalisme porté par l'Occident, et notamment par les Européens. Les dirigeants vietnamiens ont la conviction qu'en cas de tensions avec Pékin, l'aide ne viendra plus des États-Unis ou de l'Union européenne. Les rapports de force en Asie sont en train de changer.



Quelles ambitions géopolitiques régionales pour le Viêt Nam ?

Le Viêt Nam s'en tient fermement à sa politique étrangère des « quatre "non" », qui peut être interprétée comme une limitation auto-imposée à sa propre action, et que le pays explique principalement comme liée aux contraintes de sa géographie. Les premier et deuxième « non » - pas d'alliances militaires et pas de prise du parti d'un pays contre un autre - existent parce que les États-Unis, puissance principalement maritime du Pacifique, ne peuvent pas soutenir les objectifs de sécurité continentale du Viêt Nam. Le troisième « non » - pas de bases militaires étrangères et pas d'utilisation du territoire national pour s'opposer à d'autres pays - rappelle que le Viêt Nam ne peut pas laisser des puissances extrarégionales violer la sphère d'influence continentale de la Chine et s'attirer la colère chinoise. Et le dernier « non » - pas de recours à la force ou de menace de recours à la force dans les relations internationales - précise que le Viêt Nam ne veut pas se retrouver confronté à nouveau dans un conflit guerrier avec la Chine, à son désavantage désormais, vu le déséquilibre entre leurs forces armées. La complexité des enjeux sécuritaires en mer de Chine méridionale pousse Hanoï à développer des relations multilatérales et à rechercher des contrepoids internationaux, dans le cadre d'une stratégie de neutralité active qui constitue un pilier de sa politique étrangère depuis la fin de la guerre froide.



Quels sont les enjeux sécuritaires de la mer de Chine du Sud pour le Viêt Nam ?

La question de la mer de Chine méridionale - appelée « mer de l'Est » par les Vietnamiens - joue un rôle central dans les relations sino-vietnamiennes. Pékin occupe depuis janvier 1974 l'archipel des Paracels, situé au nord, après avoir expulsé les forces sud-vietnamiennes. Plus au sud, la Chine et le Viêt Nam revendiquent l'ensemble de l'archipel des Spratleys : Pékin contrôle directement neuf îlots ou récifs, tandis que Hanoï en détient vingt et un, dont au moins neuf sont situés au-dessus du niveau de la mer. Depuis les années 1990, ces questions maritimes sont devenues des enjeux stratégiques majeurs pour le Viêt Nam, alors que près des quatre cinquièmes de son commerce extérieur transitent par ces voies maritimes. Dans la discrétion, Hanoï renforce ses travaux de poldérisation dans la zone des Spratleys et modernise ses installations militaires sur les îles et récifs qu'il contrôle. Ces travaux se sont accélérés depuis 2023 : environ 1 340 hectares ont été gagnés sur la mer, soit 71 % de la superficie créée par la Chine.

Comment le Viêt Nam envisage sa relation avec les États-Unis ?

L'affirmation croissante de la Chine sur la scène internationale conduit le Viêt Nam à renforcer ses liens avec les États-Unis afin de contrebalancer l'influence jugée

trop envahissante de son grand voisin. Hanoï s'efforce cependant de maintenir une posture de neutralité entre les grandes puissances. Les épisodes de tension maritime avec Pékin conduisent les autorités vietnamiennes à renforcer la visibilité de la relation avec Washington, dans une perspective d'équilibrage stratégique. Toutefois, la relation avec les États-Unis reste profondément marquée par l'histoire. Hanoï privilégie le commerce avec Washington plutôt qu'un engagement politique direct.

En 2024, la décision américaine de refuser au Viêt Nam le statut d'« économie de marché » dans le cadre de leurs procédures commerciales (notamment en matière d'antidumping) provoque une certaine amertume. Les dirigeants vietnamiens prennent conscience qu'ils sont perçus avant tout comme des alliés de circonstance dans le cadre de la rivalité sino-américaine. Cette situation pousse Hanoï à renforcer son approche multilatérale sur la scène internationale, afin de protéger ses intérêts tout en rassurant Pékin.

La Chine est-elle en train d'acheter le Viêt Nam ?

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été multipliés par soixante depuis 2000, et la Chine est solidement installée comme premier partenaire commercial du Viêt Nam, avec plus de 200 milliards de dollars d'échanges annuels et une tendance à la croissance continue. Les entreprises chinoises s'implantent massivement sur le marché vietnamien, répondant à l'essor de la consommation de la classe moyenne. Cette dynamique s'accompagne de l'arrivée de cadres chinois de haut niveau dans de nombreux secteurs, lesquels voient dans le Viêt Nam une version de la Chine telle qu'elle était vingt ans plus tôt. La croissance rapide du commerce bilatéral s'accompagne d'un déficit commercial vietnamien durable, voire structurel, vis-à-vis de la Chine. En accordant des crédits à l'importation aux entreprises vietnamiennes, la Chine renforce leur dépendance économique et technologique, en incorporant progressivement plusieurs secteurs industriels vietnamiens dans ses propres chaînes de production. L'afflux massif de marchandises chinoises menace le développement de la production locale de biens de consommation.



Quel type de partenariat lie la France et le Viêt Nam ?

Depuis 2013, la France et le Viêt Nam sont liés par un partenariat stratégique, rehaussé en 2024 au rang de partenariat stratégique global, faisant de la France le premier pays de l'Union européenne à établir un tel accord avec le Viêt Nam. Ces accords s'appuient sur de nombreuses rencontres bilatérales et un dialogue renforcé dans des domaines clés tels que la défense, la sécurité, l'économie et le développement durable. Pour le Viêt Nam, la France représente un partenaire d'importance en raison de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et de sa posture en matière d'« autonomie stratégique », qui permet à Hanoï de peser tour à tour sur les grandes puissances, notamment la Chine et les États-Unis. Pour la France, le Viêt Nam occupe une place particulière en Asie, liée à l'histoire, tout en concentrant certaines aspirations économiques et géopolitiques dans le cadre de sa stratégie Indo-Pacifique.